



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/21135
9 février 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETRE DATEE DU 9 FEVRIER 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AFGHANISTAN AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un document établi par le Ministère des affaires étrangères de la République d'Afghanistan, intitulé "Brève évaluation de la violation des Accords de Genève par le Pakistan, au cours de la période allant du 16 mai 1988 au 1er février 1990".

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Noor Ahmad NOOR

ANNEXE

Brève évaluation de la violation des Accords de Genève par
le Pakistan, au cours de la période allant du 16 mai 1988
au 1er février 1990

Les Accords de Genève 1/ conclus le 14 avril 1988 entre l'Afghanistan et le Pakistan, Etats signataires, et l'URSS et les Etats-Unis, Etats garants, constituent une base fiable pour le règlement de l'un des conflits régionaux les plus aigus. Ces accords, qui contiennent les principes du droit international les mieux établis, ont jeté les fondements juridiques nécessaires pour mettre fin aux ingérences dans les affaires intérieures de l'Afghanistan. Le respect sincère de ces accords, considérés comme un cadre bien défini pour la solution pacifique du conflit régional, pouvait - et peut encore - mettre un terme à la guerre fratricide en Afghanistan et garantir une paix durable dans la région.

Les Accords de Genève, qui comprennent les instruments suivants : l'Accord bilatéral entre la République d'Afghanistan et la République islamique du Pakistan sur les principes des relations mutuelles, notamment sur la non-ingérence et la non-intervention, l'Accord bilatéral sur le retour volontaire des réfugiés, la Déclaration sur les garanties internationales, l'Accord sur la corrélation qu'exige le règlement de la situation concernant l'Afghanistan et un Mémoire d'accord, ont défini les principes d'un règlement politique de la situation concernant l'Afghanistan. Ces accords, qui tiennent compte des intérêts de tous les pays de la région, ne peuvent être appliqués que si les Hautes Parties contractantes et les garants s'y emploient activement, font preuve de bonne volonté et coopèrent pleinement.

L'Afghanistan, tenant compte du fait qu'il n'y a pas de solution militaire au problème, que les conflits actuels devraient être réglés par des moyens pacifiques et que nul ne devrait recourir à la menace ou à l'usage de la force dans les relations internationales, s'est efforcé en toute bonne foi de favoriser la conclusion des Accords et de veiller à leur application.

Au mépris du principe de droit international selon lequel les accords doivent être respectés (pacta sunt servanda), le Pakistan et les Etats-Unis, faisant abstraction de leurs obligations aux termes des Accords de Genève, conclus à la suite de très grands efforts et avec le concours du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de son envoyé spécial, en ont violé les dispositions. Ces violations ont créé un précédent, qui non seulement entame la confiance dans les accords internationaux, mais aussi nuit au prestige et à la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies.

L'URSS et les Etats-Unis, garants internationaux, se sont engagés à s'abstenir de toute forme d'ingérence et d'intervention dans les affaires intérieures de l'Afghanistan et du Pakistan et à respecter les engagements souscrits dans l'Accord bilatéral entre la République d'Afghanistan et la République islamique du Pakistan sur les principes des relations mutuelles, et notamment sur la non-ingérence et la non-intervention.

En acceptant de se porter garants de l'application des Accords de Genève, les deux grandes puissances mondiales, l'URSS et les Etats-Unis, membres permanents du Conseil de sécurité qui assument à ce titre de grandes responsabilités en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, ont manifestement contracté des obligations importantes en ce qui concerne le respect et l'application intégrale des Accords de Genève.

Aux termes de l'article 6 de l'Accord sur la corrélation, il a été convenu qu'à partir du 15 mai 1988, il n'y aurait ni ingérence ni intervention, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires des Parties, que les garanties internationales seraient en vigueur, que le retour volontaire des réfugiés dans leur patrie commencerait et serait achevé conformément au calendrier spécifié dans l'Accord sur le retour volontaire des réfugiés et que le retrait progressif des troupes étrangères se déroulerait comme spécifié dans les Accords. Il est donc essentiel que toutes les obligations prévues par les Accords de Genève soient rigoureusement remplies et que toutes les mesures requises pour assurer dûment l'application des Accords de Genève soient exécutées de bonne foi.

Le Ministre des affaires étrangères de la République d'Afghanistan, M. Abdul Wakil, et le Ministre des affaires étrangères de la République islamique du Pakistan, M. Zain Noorani, ont signé lesdits accords en tant que représentants des parties contractantes et le Ministre des affaires étrangères de l'URSS, M. Edouard Chevardnadze, et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. George Shultz, ont apposé leur signature en tant que témoins.

Toutefois, il ressort de l'évaluation de la situation qu'au cours des 20 mois écoulés depuis l'entrée en vigueur des Accords de Genève et un an après le retrait complet des troupes soviétiques d'Afghanistan, l'intervention et l'agression étrangères se sont intensifiées à l'encontre de la République d'Afghanistan. Environ 8 420 cas de violations graves commises par le Pakistan ont été notifiés à la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan dans 1 092 notes verbales officielles.

Afin d'apporter des éclaircissements au sujet des violations des Accords de Genève commises par le Pakistan, les formes et caractéristiques de l'intervention et de l'ingérence flagrantes dans les affaires intérieures de l'Afghanistan sont passées en revue ci-après.

1. VIOLATIONS PAR LE PAKISTAN DU PREMIER INSTRUMENT DES ACCORDS
DE GENEVE SUR LES PRINCIPES DES RELATIONS MUTUELLES, ET
NOTAMMENT SUR LA NON-INGERENCE ET LA NON-INTERVENTION

A. Existence de camps d'entraînement militaire

Aux termes du paragraphe 12) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à empêcher que des individus ou des groupes politiques, ethniques ou autres soient présents sur son territoire, qu'ils y soient hébergés dans des camps, des bases ou ailleurs, et qu'ils soient organisés, formés, financés, équipés et armés afin de provoquer la subversion, le désordre ou des troubles sur le territoire de l'autre Haute Partie

contractante et, dans le même esprit, empêcher que ces individus et groupes puissent faire usage des médias et transporter des armes, des munitions et du matériel.

Le Pakistan, n'assumant pas les obligations qui lui incombent concernant le démantèlement de tous les établissements considérés comme des violations du paragraphe 12 de l'article II du premier instrument et violant le paragraphe 6 de l'article II du premier instrument, a créé de nouveaux camps pour la formation militaire d'extrémistes et le recrutement, l'équipement et le financement de mercenaires en vue d'intensifier les ingérences et les actes d'agression à l'encontre de l'Afghanistan.

Les camps d'entraînement, qui étaient au nombre de 120 avant la conclusion des Accords de Genève, sont maintenant 180. Les camps militaires pakistanais ont également été largement utilisés à des fins d'entraînement par les extrémistes afghans qui bénéficient de l'aide de conseillers pakistanais, des Wahhabites saoudiens et d'autres mercenaires étrangers et de la participation directe des forces régulières et des milices pakistanaises.

L'expansion des camps d'entraînement militaire en territoire pakistanais et l'utilisation massive des installations militaires pakistanaises ont permis aux forces extrémistes afghanes de lancer des attaques militaires de grande ampleur contre les provinces situées à la frontière du Pakistan.

La grande offensive à laquelle ont participé plus de 30 000 extrémistes et plusieurs milliers de miliciens pakistanais et de mercenaires saoudiens pour la prise de Jalalabad, n'aurait pas pu avoir lieu sans un appui logistique et professionnel bien organisé.

De même, en facilitant la mobilisation, le financement et l'organisation d'éléments subversifs et en participant à leur entraînement, le Pakistan a violé les paragraphes 1) à 13) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève. Cette question a fait l'objet de nombreuses notes adressées par le Ministère des affaires étrangères de la République d'Afghanistan et de plusieurs entretiens entre les représentants de ce ministère et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et son représentant.

Le Ministère afghan des affaires étrangères a soumis à la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan au moment où celle-ci a commencé ses activités, une liste complète des camps d'entraînement militaire des extrémistes afghans. Le Ministère des affaires étrangères a également adressé à ladite Mission de bons offices 114 notes dans lesquelles il informait celle-ci de l'établissement de nouveaux camps. De telles notes ont été envoyées en mai (2), juin (4), juillet (4), août (2) et octobre (1) 1988 ainsi qu'en février (8), mars (26), avril (17), juin (20), juillet (14), août (6) et septembre (7) 1989. Il faut signaler également les notes suivantes : DCCCLXXVII du 2 septembre 1989, DCCCLXXXVII du 27 octobre 1989, CMXLII du 24 novembre 1989, CMXLVIII du 26 novembre 1989, CMLXXXVII du 15 décembre 1989, MXIII du 28 décembre 1989, MXLIII du 12 janvier 1989 et MLXV du 22 janvier 1989.

B. Présence de bureaux et d'autres établissements

Le paragraphe 11) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que les Hautes Parties contractantes s'engagent à empêcher que l'on prête assistance à des groupes de terroristes, à des saboteurs ou à des agents de la subversion contre l'autre Haute Partie contractante et qu'on les utilise ou qu'on les tolère. Or, en violation de la lettre et de l'esprit des Accords de Genève, le Pakistan a fourni les facilités nécessaires à la mise en place d'un vaste réseau de bureaux et d'autres établissements et pris une part directe dans cette affaire. La présence de ces établissements constitue une violation du premier instrument des Accords de Genève et, en vertu de l'Accord sur la corrélation, tous ces camps auraient dû être démantelés avant le 15 mai 1988.

Le Ministère afghan des affaires étrangères a signalé cette violation à la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan dans quatre notes dans lesquelles il exigeait également le démantèlement de ces installations. La présence des bureaux des extrémistes au Pakistan a fait l'objet de trois notes et d'un memorandum adressés au mois de juin 1988 à la Mission de bons offices.

C. Formation, armement, recrutement et envoi de mercenaires

Le paragraphe 8) de l'Article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à :

"Empêcher sur son territoire l'entraînement, l'équipement, le financement et le recrutement de mercenaires, d'où qu'ils viennent, en vue de menées hostiles contre l'autre Haute Partie contractante, ou l'envoi de ces mercenaires sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante et, dans le même esprit, de refuser toutes facilités, y compris les moyens de financement, pour l'entraînement, l'équipement et le transit de ces mercenaires;"

Comme il a déjà été signalé, le Pakistan participe directement au recrutement, à l'entraînement et à l'équipement des mercenaires contre l'Afghanistan.

En outre, le Pakistan encourage d'autres mercenaires étrangers comme les Wahhabites saoudiens à participer à l'agression contre l'Afghanistan. L'expérience accumulée pendant les 20 mois qui ont suivi la conclusion des Accords de Genève montre que les militaristes pakistanais font tout leur possible, notamment depuis l'achèvement du retrait des troupes soviétiques, pour intensifier leur agression contre l'Afghanistan. Les attaques futiles contre Jalalabad et d'autres cités, qui sont lancées conjointement par les forces d'opposition en collaboration avec les forces militaires pakistanaises, ont révélé la présence accrue de mercenaires étrangers aux côtés des forces armées régulières et irrégulières du Pakistan. Des attaques d'une telle ampleur n'auraient pas été possibles sans la participation directe des forces militaires pakistanaises.

L'envoi de mercenaires étrangers a fait l'objet de notes adressées à la Mission de bons offices en mai (1), juin (3), juillet (1), septembre (2), octobre (2), novembre (1) et décembre (1) 1988 ainsi qu'en février (3), mars (3), avril (3), mai (9), juin (15), septembre (14) et octobre (10) 1989. La question a

églement été soulevée dans les notes suivantes : DCCCXCIV du 1er novembre 1989, CMII du 5 novembre 1989, CMXII du 10 novembre 1989, CMXVI du 12 novembre 1989, CMXXIV du 15 novembre 1989, CMXXIX du 17 novembre 1989, CMXXXIII du 20 novembre 1989, CMXXXVII du 22 novembre 1989, CMXLIII du 24 novembre 1989, CMXLIV du 25 novembre 1989, CML du 28 novembre 1989, CMLVI du 30 novembre 1989, CMLIX du 2 décembre 1989, CMLXIV du 4 décembre 1989, CMLXVIII du 6 décembre 1989, CMLXXI du 8 décembre 1989, CMLXXV 10 décembre 1989, CMLXXX du 12 décembre 1989, CMLXXXV du 14 décembre 1989, CMXCI du 17 décembre 1989, CMXCV du 19 décembre 1989, CMIC du 21 décembre 1989, MV du 24 décembre 1989, MIXC du 26 décembre 1989, MXII du 27 décembre 1989 et MXVI du 29 décembre 1989.

D. Incitation à la mise en place d'un gouvernement intérimaire et assistance fournie à cette fin

Le paragraphe 7) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que les Hautes Parties contractantes s'engagent à :

"S'abstenir de favoriser, d'encourager ou d'appuyer, directement ou indirectement, les activités de rébellion ou de sécession contre l'autre Haute Partie contractante, sous quelque prétexte que ce soit, et de toute autre action tendant à briser son unité ou à saper ou à compromettre son ordre politique;"

Le Pakistan enfreint de façon flagrante ces dispositions en participant à l'établissement d'un gouvernement intérimaire en Afghanistan. Comme toutes les tentatives faites pour unifier le gouvernement chancelant de Rawalpindi se sont soldées par une recrudescence de la discorde et de la confusion, il n'y avait pas d'autres solutions que de dissoudre ce gouvernement et d'essayer d'en installer un autre ou de mettre en place un autre "conseil".

L'échec de cette nouvelle tentative est évidente puisque la majorité de la population afghane, y compris la plupart des groupes d'opposition armés à l'intérieur du pays, l'Alliance des Neuf dans la République islamique d'Iran ainsi que les réfugiés afghans en Europe et aux Etats-Unis n'ont nullement l'intention de participer aux élections prévues. L'établissement du prétendu conseil consultatif (Shura) et du gouvernement intérimaire des éléments extrémistes d'opposition, machination du ISI, constitue, de même que la nouvelle tentative faite pour créer un autre "conseil", une violation flagrante de l'esprit et de la lettre des Accords de Genève et de la résolution adoptée par l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session (résolution 44/15).

Cette question a fait l'objet de plusieurs notes adressées à la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan par le Ministère afghan des affaires étrangères, à savoir une note en juin 1988, trois notes en février 1989, trois notes en mars 1989, une note en juillet 1989 et une note en août 1989 ainsi que les notes suivantes : CMXCVII du 20 décembre 1989 et MLXX du 26 décembre 1989.

E. Incitation à l'agression contre l'Afghanistan

Le paragraphe 3) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que les Hautes Parties contractantes s'engagent à :

"S'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force sous quelque forme que ce soit pour violer les frontières de l'autre Haute Partie contractante, pour troubler son ordre politique, social et économique, pour changer son système politique ou renverser son gouvernement ou pour créer une tension entre les Hautes Parties contractantes;"

Les faits survenus au cours des 20 mois qui se sont écoulés depuis la conclusion des Accords de Genève prouvent sans l'ombre d'un doute que les militaristes pakistanais, faisant abstraction des obligations incombant au Pakistan en tant que Haute Partie contractante, s'emploient encore davantage à intensifier leurs actes d'agression qui visent à modifier le système politique de l'Afghanistan.

La participation directe des forces militaires pakistanaises à la préparation de l'attaque de grande portée lancée contre Jalalabad a révélé les sinistres visées des agresseurs pakistanais à l'encontre de l'Afghanistan. Le Pakistan ne ménage aucun effort pour renverser le régime politique actuel de l'Afghanistan et le remplacer par un régime à sa convenance.

Le Ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan a fait rapport à la Mission de bons offices à ce sujet dans les notes suivantes : trois notes adressées en juin 1988, trois notes en août 1988, une note en septembre 1988, une note en mars 1989, une en avril 1989, une en juin 1989, une en mai 1989, une en juillet 1989 et une en septembre 1989.

F. Livraison d'armes et de munitions

Le paragraphe 12) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que les Hautes Parties contractantes s'engagent "à empêcher que des individus ou des groupes politiques, ethniques ou autres soient présents sur son territoire, qu'ils y soient hébergés dans des camps, des bases ou ailleurs, et qu'ils soient organisés, formés, financés, équipés et armés..."

En contradiction flagrante avec les dispositions du paragraphe susmentionné, des convois - composés de véhicules appartenant aux forces armées pakistanaises - ont acheminé avec l'appui direct desdites forces armées de grandes quantités d'armes et de munitions vers l'Afghanistan. Il importe de signaler qu'avant l'entrée en vigueur des Accords de Genève le 15 mai 1988, les armes et munitions étaient transportées par des bêtes de somme, mais par la suite, la plus grande partie de ces envois a été transportée par camions, notamment par des camions des forces armées pakistanaises.

En outre, un nouveau réseau routier a été construit sur le territoire pakistanais pour accélérer la livraison d'armes à l'opposition. Les quantités d'armes et de munitions acheminées vers l'Afghanistan au cours de la période qui a suivi l'entrée en vigueur des Accords de Genève ont été bien supérieures au montant total des livraisons des neuf dernières années. Les armes mises à la disposition des extrémistes par les autorités pakistanaises sont de plus en plus perfectionnées.

Entre le 15 février 1988 et le 28 août 1989, 18 principaux types d'armes ont été livrés en Afghanistan pour y semer la terreur et le désordre. Ces armes sont notamment les suivantes : 250 dispositifs lance-roquettes, 115 canons, 120 fusils sans recul, 550 roquettes sol/air, 80 canons de défense anti-aérienne, 29 350 mitrailleuses, 4 500 roquettes antichars et 200 000 roquettes.

La livraison de ces types d'armes qui n'avaient jamais été mis à la disposition de l'opposition auparavant a pour but d'intensifier la guerre fratricide. Il importe également de mentionner les roquettes sol/air plus perfectionnées, les roquettes Strela, les roquettes antichars Milan, les roquettes Socker-30, -40 et -60 à longue portée et les roquettes contenant des bombes-grappes et les mines à fragmentation.

Les Etats-Unis sont le garant des Accords de Genève, aussi leur incombe-t-il de s'employer à faire appliquer cet instrument international de grande portée et de s'acquitter de leurs propres obligations.

En livrant des armes perfectionnées aux groupes extrémistes, les Etats-Unis deviennent partie au conflit. Tout prétexte justifiant les livraisons d'armes à ces groupes est futile puisque l'unique raison desdites livraisons est la poursuite de l'agression contre l'Afghanistan.

Il convient de rappeler que ni les Accords de Genève ni aucun autre instrument international ne comportent de dispositions restreignant la fourniture d'une aide militaire à l'Afghanistan. Grâce aux armes et munitions fournies par le Pakistan, les extrémistes peuvent intensifier la guerre fratricide menée en Afghanistan.

Le Ministère des affaires étrangères d'Afghanistan a notifié la Mission de bons offices de la livraison d'armes et de munitions au cours de la période allant de mai 1988 à février 1990. Les notes adressées à la Mission de bons offices depuis mai 1988 sont les suivantes : une en mai 1988, 11 en juin 1988, 5 en juillet 1988, 7 en septembre 1988, 5 en octobre 1988, 7 en novembre 1988, 12 en décembre 1988, 11 en janvier 1989, 14 en février 1989, 20 en mars 1989, 9 en avril 1989, 14 en mai 1989, 20 en juin 1989, 12 en juillet 1989, 14 en août 1989, 15 en septembre 1989 et 5 en octobre 1989, ainsi que les notes ci-après : DCCCXXXVIII du 1er octobre 1989, DCCCXLV du 4 octobre 1989, DCCCLI du 7 octobre 1989, DCCCLIV du 9 octobre 1989, DCCCLXVIII du 11 octobre 1989, DCCCLXI du 13 octobre 1989, DCCCLXVI du 16 octobre 1989, DCCCLXXII du 19 octobre 1989, DCCCLXXX du 23 octobre 1989, DCCCLXXXII du 24 octobre 1989, DCCCLXXXV du 26 octobre 1989, DCCCLXXV du 1er septembre 1989, DCCLXXXIII du 5 septembre 1989, DCCXC du 3 septembre 1989, DCCXCVI du 11 septembre 1989, DCCCVI du 15 septembre 1989, DCCVIII du 16 septembre 1989, DCCCXII du 18 septembre 1989, DCCCXVIII du 21 septembre 1989, DCCCXXIII du 23 septembre 1989, DCCCXIX du 26 septembre 1989 et DCCCXXIV du 29 septembre 1989.

G. Campagne de propagande hostile

Le paragraphe 10) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que : les Hautes Parties contractantes s'engagent "à s'abstenir de toute campagne de diffamation, de tout dénigrement et de toute propagande hostile aux fins d'intervention ou d'ingérence dans les affaires intérieures de l'autre Haute Partie contractante".

La campagne de propagande hostile à l'encontre de l'Afghanistan s'est considérablement intensifiée après la signature des Accords de Genève, les centres de propagande des groupes extrémistes se sont multipliés et les activités de ces centres se sont encore développées. Dix de ces centres, diffusent, notamment sur les ondes, dans la presse et par d'autres moyens, de fausses informations dirigées contre l'Afghanistan. Les autorités pakistanaises ont lancé une campagne systématique contre l'Afghanistan. Tous leurs efforts visent à encourager les groupes extrémistes à poursuivre la guerre et les effusions de sang.

Les autorités pakistanaises participent à l'échelon le plus élevé à cette campagne de propagande hostile. La Mission de bons offices a été priée de mener une enquête à cet égard, dans les notes ci-après : 2 en juin 1988, 2 en juillet 1988, 1 en août 1988 et 4 en juillet 1989.

H. Organisation d'activités subversives

Le paragraphe 5) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève stipule que "les parties s'engagent à s'abstenir de recourir à aucune intervention armée, subversion, occupation militaire, ni à aucune autre forme d'intervention ou d'ingérence, avouée ou dissimulée, dirigée contre l'autre Haute Partie contractante".

Tout en utilisant les moyens fournis par les forces militaires pakistanaises, les jeunes recrues pakistanaises et les instructeurs étrangers entraînent les extrémistes afghans qui sont envoyés en Afghanistan, équipés d'armes perfectionnées, pour s'y livrer à des actes de violence tels que lancement de bombes, enlèvements et autres actes inhumains.

Le Gouvernement pakistanais est le complice direct de ces actes terroristes, notamment de l'assassinat, de la torture ou de l'enlèvement d'un grand nombre de personnes et d'autres actes. Nous citerons à titre d'exemple la prise en otage de 104 employés du service des douanes de Torkham, lors de l'attaque lancée conjointement par les forces militaires pakistanaises, la milice et les extrémistes afghans le 2 novembre 1988. Un certain nombre de ces otages ont été remis aux extrémistes basés au Pakistan et les autres languissent toujours dans les prisons pakistanaises. Après avoir été torturés de façon atroce, plus de 60 de ces otages ont été tués. Leurs corps ont été placés dans des sacs de plastique et jetés aux abords de la frontière.

Il y a lieu de signaler que les activités terroristes des groupes appuyés par le Pakistan s'intensifient chaque jour. Les quantités d'explosifs utilisés ont atteint des chiffres record. Dans certains cas, plus de deux tonnes d'explosifs puissants ont été utilisées.

Ces activités subversives dirigées contre l'Afghanistan sont organisées et financées par le Pakistan en violation flagrante des Accords de Genève. Le Ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan a notifié la Mission de bons offices de ces activités subversives dans les notes suivantes : 2 notes en juillet 1988, 2 en octobre 1988, 3 en novembre 1988, 2 en janvier 1989, 3 en février 1989, 3 en mars 1989, 1 en avril 1989, 4 en juillet 1989,

1 en août 1989, 1 en septembre 1989 et 1 en octobre 1989, ainsi que dans les notes verbales ci-après : CMV datée du 6 novembre 1989, CMXIII datée du 10 novembre 1989, CMXXV datée du 15 novembre 1989, CMXXXII datée du 19 novembre 1989, CMXXXIX datée du 22 novembre 1989, CMXLI datée du 23 novembre 1989, CMXLV datée du 25 novembre 1989, CMLXXVI datée du 10 novembre 1989, CMLXXXVI datée du 15 novembre 1989, MI datée du 23 novembre 1989, MXXV datée du 3 janvier 1990, MXXVIII datée du 5 janvier 1990, MXXI datée du 6 janvier 1990, MXXXIV datée du 1er janvier 1990, MXXXVII datée du 10 janvier 1990, MXLV datée du 13 janvier 1990, MLIX datée du 19 janvier 1990, MLXIII datée du 21 janvier 1990, MLXVI datée du 22 janvier 1990, DCCCXLVII datée du 5 octobre 1989, DCCCLII datée du 8 octobre 1989, DCCCLX datée du 13 octobre 1989, DCCCLXIII datée du 14 octobre 1989, DCCCLXIII datée du 14 octobre 1989, DCCCLXXVII datée du 22 octobre 1989, DCCCLXXXVI datée du 27 octobre 1989, DCCCLXXVII datée du 2 septembre 1989, DCCLXXXVII datée du 3 septembre 1989, DCCXCIV datée du 10 septembre 1989, DCCCII datée du 13 septembre 1989, DCCCIII datée du 13 septembre 1989, DCCCIX datée du 17 septembre 1989, DCCCXXIV datée du 23 septembre 1989, DCCCXXV datée du 24 septembre 1989, DCCCXXXIII datée du 28 septembre 1989.

I. Attaques de villes à la roquette

La livraison par les Etats-Unis d'armes perfectionnées, en particulier de roquettes et de mortiers à longue portée et d'autres armements lourds au Pakistan et aux extrémistes afghans par le territoire de ces derniers est contraire au paragraphe 4) de l'article II du premier instrument des Accords de Genève qui dispose que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage :

"à veiller à ce que son territoire ne soit pas utilisé d'une manière qui compromette la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et l'unité nationale de l'autre Haute Partie contractante, ou perturbe sa stabilité politique, économique et sociale".

En outre, le paragraphe 5) du même article dispose qu'elles s'engagent à :

"s'abstenir de recourir à aucune intervention armée, subversion, occupation militaire ni à aucune autre forme d'intervention ou d'ingérence, avouée ou dissimulée, dirigée contre l'autre Haute Partie contractante, ni à aucun acte d'ingérence militaire, politique ou économique dans les affaires intérieures de l'autre Haute Partie contractante, y compris les actes de représailles impliquant le recours à la force."

Par conséquent, ces actes sont clairement contraires à l'esprit et à la lettre des paragraphes 1) à 13) de l'article II du premier document des Accords de Genève. En mettant des armes modernes en grande quantité à la disposition des extrémistes, le Pakistan a provoqué la mort de nombreux civils et d'énormes pertes financières.

Le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan a avisé la Mission de bons officiers des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan de ces violations en lui envoyant les notes ci-après : 1 en juin 1988, 2 en juillet 1988, 2 en

août 1988, 3 septembre 1988, 4 en octobre 1988, 4 en novembre 1988, 12 en décembre 1988, 9 en janvier 1989, 12 en février 1989, 14 en mars 1989, 8 en avril 1989, 12 en mai 1989, 8 en juin 1989, 15 en juillet 1989, 8 en août 1989, 20 en septembre 1989 et 9 en octobre 1989, ainsi que les suivantes : DCCLXXIV datée du 3 septembre 1989, DCCLXXX datée du 3 septembre 1989, DCCLXXXIV datée du 5 septembre 1989, DCCLXXXVI datée du 6 septembre 1989, DCCLXXXVII datée du 6 septembre 1989, DCCXXI datée du 9 septembre 1989, DCCXCV datée du 10 septembre 1989, DCCXCVIII datée du 11 septembre 1989, DCCCV datée du 14 septembre 1989, DCCCVII datée du 16 septembre 1989, DCCCX datée du 17 septembre 1989, DCCCXI datée du 18 septembre 1989, DCCCXIV datée du 19 septembre 1989, DCCCXVI datée du 20 septembre 1989, DCCCXIX datée du 23 septembre 1989, DCCCXXII datée du 23 septembre 1989, DCCCXXVI datée du 24 septembre 1989, DCCCXXXVIII datée du 26 septembre 1989, DCCCXXX datée du 27 septembre 1989, DCCCXXXIII datée du 28 septembre 1989, DCCCXXXVII datée du 30 septembre 1989, DCCCXCVI datée du 2 novembre 1989, CM datée du 4 novembre 1989, CMIV datée du 6 novembre 1989, CMVIII datée du 8 novembre 1989, CMX datée du 9 novembre 1989, CMXIV datée du 11 novembre 1989, DCCCXXXIX datée du 1er octobre 1989, DCCCXI datée du 2 octobre 1989, DCCCXLII datée du 3 octobre 1989, DCCCXLIV datée du 4 octobre 1989, DCCCXXVI datée du 5 octobre 1989, DCCCXLIX datée du 7 octobre 1989, DCCCLVI datée du 10 octobre 1989, DCCCLVII datée du 11 septembre 1989, DCCCLXII datée du 14 octobre 1989, DCCCLXIX datée du 18 octobre 1989, DCCCLXXI datée du 19 octobre 1989, DCCCLXXX datée du 21 octobre 1989, DCCCLXXXVIII datée du 22 octobre 1989, DCCCLXXXIX datée du 23 octobre 1989, DCCCLXXXIV datée du 26 octobre 1989, DCCCLXXXVIII datée du 28 octobre 1989, DCCCXC datée du 29 octobre 1989, DCCCXCI datée du 30 octobre 1989, DCCCXCII datée du 31 octobre 1989, CMXVIII datée du 12 novembre 1989, CMXIX datée du 13 novembre 1989, CMXXXV datée du 21 novembre 1989, CMXXXVIII datée du 22 novembre 1989, CMXLVI datée du 25 novembre 1989, CMIL datée du 27 novembre 1989, CMLIV datée du 30 novembre 1989, CMLX datée du 2 décembre 1989, CMLXI datée du 3 décembre 1989, CMLXIX datée du 7 décembre 1989, CMLXXXI datée du 12 décembre 1989, CMLXXXVIII datée du 16 décembre 1989, CMXC datée du 17 décembre 1989, CMXCII datée du 18 décembre 1989, CMXCIV datée du 19 décembre 1989, CMXCVI datée du 20 décembre 1989, CMXCVIII datée du 21 décembre 1989, MI datée du 23 décembre 1989, MIII datée du 24 décembre 1989, MVI datée du 25 décembre 1989, MVIII datée du 26 décembre 1989, MXI datée du 27 décembre 1989, MXV datée du 28 décembre 1989, MXVII datée du 30 décembre 1989, MXX datée du 2 janvier 1990, MXXII datée du 2 janvier 1990, MXXIV datée du 3 janvier 1990, MXXVI datée du 4 janvier 1990, MXXX datée du 5 janvier 1990, MXXXV datée du 8 janvier 1990, MXLIV datée du 13 janvier 1990, MXLVII datée du 14 janvier 1990, MIL datée du 15 janvier 1990, MLI datée du 17 janvier 1990, MLIV datée du 17 janvier 1990, MLV datée du 11 janvier 1990, LMVI datée du 18 janvier 1990, MLXIX datée du 23 janvier 1990.

J. Sabotage économique

Contrairement aux paragraphes 4) et 5) de l'article II du premier document des Accords de Genève, le Pakistan a lancé et encourage une vaste opération de sabotage économique contre l'Afghanistan. Par exemple, les éléments appuyés par le Pakistan et l'Arabie saoudite bloquent les routes, détruisent les voies de transport et font circuler de faux billets de banque avec le concours direct du Pakistan. Le

Ministère des affaires étrangères de l'Afghanistan a porté la question de l'émission de faux billets de banque au Pakistan à l'attention de la Mission de bons offices par plusieurs notes, l'une en mai 1988, une deuxième en octobre 1988 et une troisième en juillet 1989.

Il convient d'ajouter que, depuis l'entrée en vigueur des Accords de Genève, le Ministère des affaires étrangères a soumis en outre à la Mission de bons offices de nombreuses autres notes faisant état de violations des Accords de Genève par le Pakistan, y compris des incursions aériennes, la participation directe de militaires pakistanais aux attaques contre l'Afghanistan et d'autres actes contraires auxdits Accords.

II. VIOLATION PAR LE PAKISTAN DE L'ACCORD BILATERAL ENTRE LA REPUBLIQUE D'AFGHANISTAN ET LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN SUR LE RETOUR VOLONTAIRE DES REFUGIES

Le Gouvernement de l'Afghanistan s'est acquitté en toute sincérité de tous les engagements que lui imposait ce document. Il a pris de nombreuses mesures concrètes visant à créer des conditions propices au retour et au rapatriement des réfugiés et à garantir leurs autres droits et privilèges.

Par ailleurs, les fondements juridiques nécessaires ont été posés à cet effet. Conformément à l'article VI du deuxième instrument, un protocole a été signé avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Haut Commissaire joue maintenant un rôle extrêmement actif à cet égard.

Mais le Pakistan, en faisant fi de ce document reconnu sur le plan international, a foulé aux pieds tous ses engagements. Le Pakistan a commis systématiquement les violations ci-après :

A. Création d'obstacles au retour des réfugiés

L'article III de l'instrument ci-dessus stipule ce qui suit :

"Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan facilitera le rapatriement librement consenti, ordonné et pacifique de tous les réfugiés afghans se trouvant sur son territoire et s'engage à fournir, dans les limites de ses possibilités, toute l'assistance nécessaire au processus de rapatriement."

Or, le Pakistan entrave ce processus en créant des obstacles artificiels. L'un des mobiles qui le poussent à créer ainsi des obstacles au retour des réfugiés est le désir d'utiliser ces énormes ressources humaines pour poursuivre la guerre et les opérations fratricides en Afghanistan.

Le Gouvernement pakistanais suscite systématiquement des obstacles au retour des réfugiés. Les forces régulières et les milices pakistanaises entravent directement le retour des réfugiés. Ceux qui souhaitent retourner chez eux sont capturés en chemin par les Pakistanais et des peines leur sont infligées.

Qui plus est, le Pakistan diffuse de fausses informations sur la situation dans le pays. L'un des prétextes invoqués par ce pays pour empêcher le retour des réfugiés est l'existence prétendue de mines, alors que l'Afghanistan a déclaré à plusieurs reprises que les forces armées afghanes n'avaient jamais posé de mines sur les routes que les réfugiés étaient appelés à emprunter pour rentrer. Bien entendu, un certain nombre de mines ont été placées aux alentours des bases militaires pour les défendre contre les attaques des extrémistes. Elles n'entravent nullement le retour des réfugiés.

Si le Pakistan souhaite sincèrement que les réfugiés retournent volontairement dans leur pays, il doit coopérer à la création de commissions mixtes ayant pour tâche de diriger et de coordonner le retour des réfugiés et de fixer les lieux de passage.

Le Ministère des affaires étrangères a informé la Mission de bons offices des obstacles mis par le Pakistan au retour des réfugiés, par 4 notes en juin 1988, 2 en juillet 1988, 1 en octobre 1988, 1 en février 1989, 2 en avril 1989, 2 en juin 1989, 2 en juillet 1989 et 2 en août 1989, ainsi que par les notes verbales CMXXI datée du 14 novembre 1989, MX datée du 26 décembre 1989, CMXCVII datée du 20 décembre 1989 et MLXX datée du 24 janvier 1990.

B. Opposition du Pakistan à la création de commissions mixtes

A l'article IV du deuxième instrument des Accords de Genève, il est bien précisé ce qui suit :

"Aux fins d'organiser, de coordonner et de superviser les opérations qu'exige le rapatriement librement consenti, ordonné et pacifique des réfugiés afghans, des commissions mixtes seront créées conformément à la pratique internationale établie. Pour s'acquitter de leurs fonctions, les membres des commissions et leur personnel disposeront des facilités nécessaires et auront accès aux régions concernées des territoires des Hautes Parties contractantes."

Toutefois, malgré les appels lancés à maintes reprises par l'Afghanistan et les efforts déployés par la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan, ce dernier pays a omis de créer ces commissions sous différents prétextes. Le Ministère afghan des affaires étrangères a appelé l'attention de la Mission de bons offices sur cette question en juillet 1988.

L'article V du deuxième instrument des Accords de Genève contient la disposition suivante :

"Pour que le retour des réfugiés s'effectue dans l'ordre, les commissions détermineront des points de passage à la frontière, et créeront les centres de transit nécessaires. Elles établiront aussi toutes les autres modalités du retour progressif des réfugiés, y compris l'enregistrement des réfugiés qui expriment le désir de rentrer dans leur pays et la communication de leur nom à ce pays."

Les autorités pakistanaises, qui cherchent à tirer parti de la présence de réfugiés dans leur pays pour parvenir à leurs propres fins, n'ont pas pour autant pris la moindre mesure constructive pour faciliter le retour des réfugiés.

III. VIOLATION PAR LE PAKISTAN DE L'ACCORD SUR LA CORRELATION
QU'EXIGE LE REGLEMENT DE LA SITUATION CONCERNANT
L'AFGHANISTAN

L'Accord sur la corrélation qu'exige le règlement de la situation concernant l'Afghanistan contient plusieurs principes et dispositions juridiques internationales sur lesquels sont fondés les Accords de Genève. Ces principes constituent une base solide pour la recherche d'un règlement politique et pacifique de la situation concernant l'Afghanistan.

Le paragraphe 6) dudit Accord, mettant en relief les dispositions du paragraphe 5) relatives à la corrélation entre les premier, deuxième et troisième instruments des Accords de Genève, souligne ce qui suit :

"La corrélation mentionnée au paragraphe 5) ci-dessus a été convenue pour la réalisation effective de l'objectif du règlement politique, à savoir qu'à partir du 15 mai 1988, il n'y aura ni ingérence ni intervention, sous quelque forme que ce soit, dans les affaires des Parties; que les garanties internationales seront en vigueur; que le retour volontaire des réfugiés dans leur patrie commencera et sera achevé conformément au calendrier spécifié dans l'Accord sur le retour volontaire des réfugiés et que le retrait progressif des troupes étrangères commencera et sera achevé selon le calendrier envisagé au paragraphe 5). Il est donc essentiel que toutes les obligations découlant des instruments conclus en tant qu'éléments constitutifs du règlement soient rigoureusement remplies et que toutes les mesures requises pour assurer dûment l'application de toutes les dispositions des instruments soient exécutées de bonne foi."

M. Abdul Wakil, Ministre afghan des affaires étrangères, et M. Zain Noorani, Ministre pakistanais des affaires étrangères, ont apposé leur signature au bas de ce document. Les Ministres des affaires étrangères des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union soviétique ont également signé cet instrument international en tant que témoins.

Tactiques obstructionnistes du Pakistan visant à entraver le
fonctionnement du mécanisme de contrôle

Conformément au paragraphe 7 de l'Accord sur la corrélation et au Mémorandum d'accord relatif à la création de la Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan, l'Afghanistan n'a épargné aucun effort pour assurer la mise en place et la fourniture de toutes les facilités nécessaires à l'exécution des activités de la Mission de bons offices avec toutes les parties et garantir sa liberté de mouvement. En outre, pour donner suite à la demande de la Mission de bons offices, des postes de contrôle permanents ont été rapidement installés à tous les points demandés pendant le retrait du contingent militaire soviétique d'Afghanistan.

En revanche, le Pakistan, usant de divers stratagèmes, a empêché les équipes d'enquête de la Mission de bons offices de mener efficacement leurs activités et s'est montré peu disposé à fournir les facilités nécessaires aux membres de la Mission.

Il est bien précisé au paragraphe b) de la section I du Mémoire d'accord que :

"Le Représentant du Secrétaire général et son personnel se verront accorder toutes les facilités, ainsi qu'une aide prompte et efficace, y compris la liberté de mouvement et de communication, le logement, les transports et autres facilités dont ils pourront avoir besoin pour s'acquitter de leurs tâches."

Cependant, enfreignant les dispositions précitées, le Pakistan n'a pas accordé les facilités nécessaires à la Mission de bons offices. Des moyens de transport aérien, notamment des hélicoptères, ont été demandés pendant longtemps mais le Pakistan n'a pas fait droit à cette requête en alléguant différentes raisons. Qui plus est, ce pays a invoqué divers faux prétextes pour faire obstacle aux visites des équipes d'enquête tout comme il s'est employé à les empêcher de se rendre dans les zones tribales où se trouvent la plupart des dépôts d'armes et des centres d'entraînement militaire et par lesquelles devait s'effectuer l'acheminement des armes et des munitions.

Le Pakistan a systématiquement essayé de prolonger le délai entre la réception de la plainte et l'ouverture de l'enquête à ce sujet, afin de tirer parti de cet intervalle pour pouvoir transférer les centres militaires ou en modifier les caractéristiques. Il convient de signaler que les autorités pakistanaises se sont opposées, par tous les moyens possibles, à la création d'avant-postes permanents dans les zones par lesquelles transitent de grandes quantités d'armes et de munitions destinées à l'Afghanistan.

En juin 1989, à la suite des multiples demandes et des démarches entreprises par l'Organisation des Nations Unies, trois avant-postes ont fini par être installés à Torkham, Chaman et Parachinar, près d'un an après l'entrée en vigueur des Accords de Genève. Mais ces avant-postes ne fonctionnent que de 9 heures à 18 heures.

Il faut appeler l'attention sur le fait que les enquêtes n'ont pas été menées conformément à l'esprit des Accords de Genève puisqu'en application de l'alinéa iii) du paragraphe a) de la section IV du Mémoire d'accord, le rapport d'enquête doit être adressé aux parties qui se réuniront pour l'examiner 48 heures plus tard après qu'il aura été soumis.

Il convient de noter que des milliers de violations manifestes commises par le Pakistan, notamment les plus flagrantes, telles que l'existence de bureaux d'extrémistes, la formation d'un gouvernement provisoire, l'expédition d'armes, la campagne de propagande hostile ainsi que des dizaines d'autres qui, pour l'essentiel, n'ont pas besoin d'être établies, auraient dû être portées à l'attention du Secrétaire général de l'ONU et l'opinion publique mondiale.

En application de l'alinéa ii) du paragraphe a) de la section IV du Mémoire d'accord, le personnel de la Mission de bons offices enquêtera, à la demande de l'une quelconque des parties, sur toute violation des instruments et établira un rapport à ce sujet.

Les activités de dizaines de milliers d'extrémistes, leurs armes, et leurs centres de propagande hostile, la tenue d'un conseil consultatif, la formation d'un gouvernement provisoire, l'expédition via le Pakistan d'armes fabriquées aux Etats-Unis et la participation de forces militaires et milices pakistanaïses à l'agression dirigée contre l'Afghanistan auraient dû faire l'objet d'enquêtes de la Mission de bons offices afin que la communauté internationale puisse prendre des mesures sérieuses.

En résumé, la cruelle expérience d'une décennie de guerre de même que la tension qui règne en Afghanistan et dans la région montreront sans équivoque que la recherche d'un règlement politique et pacifique à toutes les questions non réglées est la seule solution rationnelle. Un tel règlement doit naturellement tenir compte des réalités qui caractérisent la société afghane ainsi que la nécessité impérieuse pour tous les secteurs de la population afghane de voir s'instaurer dans leur pays une paix durable, la sécurité et la stabilité.

Compte tenu de ces considérations, l'Afghanistan, observant scrupuleusement les Accords de Genève, a formulé à diverses reprises des propositions de paix concrètes et pratiques qui portent notamment sur les points suivants : proclamation d'un cessez-le-feu pendant six mois, formation d'un conseil directeur, promulgation d'une loi prévoyant la tenue d'élections, organisation d'élections libres et régulières, mise en place d'un gouvernement formé par une coalition de partis ou par le parti obtenant la majorité au Parlement. Dans l'intervalle, l'Afghanistan a proposé la convocation à Kaboul d'un conseil où seraient représentées toutes les parties intéressées et qui pourrait être placé sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies. Dans le message qu'il a adressé à S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion du premier anniversaire du retrait complet des troupes soviétiques d'Afghanistan, S. E. M. Najibullah, Président de la République d'Afghanistan, réaffirme la ferme détermination de la partie afghane de parvenir à un règlement pacifique de toutes les questions et problèmes.

De son côté, l'Afghanistan n'épargnera, comme par le passé, aucun effort pour que soient couronnées de succès les initiatives de médiation mises en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies et, en particulier son Secrétaire général, en vue de la normalisation immédiate de la situation en Afghanistan et dans la région, ce qui aura sans aucun doute des répercussions positives sur l'amélioration de la situation mondiale en général et sur la réduction des tensions sur la scène internationale.

Note

1/ S/19835, annexe I.
